

Arrêté préfectoral n° 2023-0351 du 15 mars 2023

Portant enregistrement d'une installation de méthanisation
exploitée par la société MARNAY ENERGIE
située au lieu-dit « Marnay » sur le territoire de la commune de Feux

Le préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement ;

Vu le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement ;

Vu le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ;

Vu le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 17 août 2021 du Président de la République portant nomination de M. Carl ACCETTONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de M. Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du code de l'environnement) du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7 du code de l'environnement) du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01031 du 23 août 2022 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETTONE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la demande présentée le 17 mai 2022 et complétée le 7 octobre 2022 par la société MARNAY ENERGIE dont le siège social est 11 rue de Mogador à Paris pour l'enregistrement d'installations de méthanisation et de combustion (rubriques n° 2781 et n° 2910 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Feux ;

Vu le courrier de la société MARNAY ENERGIE du 13 février 2023 relatif à la proposition de valeurs limites d'émissions pour les rejets atmosphériques et le programme de surveillance ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement :

- arrêté préfectoral n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 autorisant la société MARNAY ENERGIE à exploiter une unité de biométhanisation et de cogénération sur la commune de Feux – lieu-dit « Marnay » ;
- arrêté n° 2014-DDCSPP-142 du 9 octobre 2014 autorisant la société MARNAY ENERGIE à modifier les conditions d'exploitation de ses installations de méthanisation et de cogénération implantées au lieu-dit « Marnay », sur la commune de Feux ;
- arrêté n° 2017-DDCSPP-035 du 14 mars 2017 autorisant la société MARNAY BNERGIE à exploiter des installations de stockage de digestats liquides en dehors du périmètre de son établissement et à épandre des digestats liquides et solides sur des terres agricoles dans le département du Cher ;
- arrêté n° 2019-0445 du 12 avril 2019 adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2017-DDCSPP-035 du 14 mars 2017 autorisant l'épandage des digestats liquides et solides sur des terres agricoles dans le département du Cher par la société MARNAY ENERGIE située au lieu-dit « Marnay » sur la commune de Feux ;
- arrêté n° 2021-0488 du 6 mai 2021 adaptant la situation administrative de la société MARNAY ENERGIE au lieu-dit « Marnay » pour l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Feux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1530 du 17 novembre 2022 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu les observations du public recueillies entre le 8 décembre 2022 et le 5 janvier 2023 ;

Vu les observations des conseils municipaux consultés entre le 17 novembre 2022 et le 20 janvier 2023 ;

Vu le rapport du 22 février 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu les observations transmises par la société MARNAY Energie le 28 février 2023 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères mentionnés à l'annexe de l'article R. 122-3-1, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant les objectifs prévus par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027 approuvé le 18 mars 2022 par arrêté préfectoral ;

Considérant les objectifs du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) ;

Considérant que les installations réglementées par le présent arrêté ne sont pas situées dans un plan de protection de l'atmosphère ;

Sur proposition du secrétaire général du département du Cher ;

ARRÊTE

Titre 1. Portée, conditions générales

CHAPITRE 1.1. Bénéficiaire et portée

Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption

Les installations de la société MARNAY ENERGIE dont le siège social est situé 11 rue de Mogador à Paris, faisant l'objet de la demande susvisée du 17 mai 2022 complétée le 7 octobre 2022, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Feux, lieu-dit « Marnay ». Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1. du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. Nature et localisation des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans la tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2781-1-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j	99 t/j
2781-2-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j	99 t/j
2910-B-1	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement , avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	2,6 MW

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

L'installation suivante relevant du régime de la déclaration est également autorisée.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2160-1-b	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	15000 m ³

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Coordonnées Lambert RGF 93		Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y		
Feux	690488	6678677	Marnay	157 section OD
Lugny-Champagne	684965	6675952	Les Traînes	A 205 / A 252 / A60

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1. du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'épandage des digestats de méthanisation concerne les communes suivantes : Azy, Bué, Charentonnay, Chaumoux-Marcilly, Couy, Crézancy-en-Sancerre, Etréchy, Feux, Gardefort, Groises, Herry, Jalognes, Jussy-le-Chaudrier, Lugny-Champagne, Rians, Saint-Martin-des-Champs, Sancergues, Sancerre, Sévry, Veaugues, Vinon.

CHAPITRE 1.3. Conformité au dossier d'enregistrement

Article 1.3.1. Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 17 mai 2022 et complétée le 7 octobre 2022.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables du :

- 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 1.4. Mise à l'arrêt définitif

Article 1.4.1. Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. Prescriptions techniques applicables

Article 1.5.1. Prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées :

- arrêté préfectoral n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 autorisant la société MARNAY ENERGIE à exploiter une unité de biométhanisation et de cogénération sur la commune de Feux – lieu-dit « Marnay » ;

- arrêté n° 2014-DDCSPP-142 du 9 octobre 2014 autorisant la société MARNAY ENERGIE à modifier les conditions d'exploitation de ses installations de méthanisation et de cogénération implantées au lieu-dit « Marnay », sur la commune de Feux ;
- arrêté n° 2017-DDCSPP-035 du 14 mars 2017 autorisant la société MARNAY ENERGIE à exploiter des installations de stockage de digestats liquides en dehors du périmètre de son établissement et à épandre des digestats liquides et solides sur des terres agricoles dans le département du Cher ;
- arrêté n° 2019-0445 du 12 avril 2019 adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2017-DDCSPP-035 du 14 mars 2017 autorisant l'épandage des digestats liquides et solides sur des terres agricoles dans le département du Cher par la société MARNAY ENERGIE située au lieu-dit « Marnay » sur la commune de Feux ;
- arrêté n° 2021-0488 du 6 mai 2021 adaptant la situation administrative de la société MARNAY Énergie au lieu-dit « Marnay » pour l'installation de méthanisation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Feux.

Article 1.5.2. Teneurs maximales autorisées en composés dans chaque combustible, programme de suivi

Combustibles autorisés :

- biogaz issu de la méthanisation ;
- gaz naturel liquéfié (dans la limite de 15%).

Mise en service de l'installation : octobre 2014

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

Valeurs limites d'émissions du moteur (alimentation en biogaz seul)

Composés	Valeurs limites d'émissions (VLE)	
	Jusqu'au 31 décembre 2029	A partir du 1er janvier 2030
SO ₂	60 mg/Nm ³	40 mg/Nm ³
NOx	190 mg/Nm ³	
CO	Néant	450 mg/Nm ³
HAP	0,1 mg/Nm ³	
Formaldéhyde	15 mg/Nm ³	
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée (Cd + Hg + Tl)	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm ³	

Valeurs limites d'émissions du moteur (alimentation en biogaz couplé à du gaz naturel liquéfié)

La valeur limite d'émission est déterminée dans les conditions définies par l'article 65 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A titre d'exemple, pour une puissance thermique fournie par le biogaz représentant 85 % de la puissance thermique fournie totale et pour une puissance thermique fournie par le gaz naturel liquéfié de 15 % de la puissance thermique fournie totale, les valeurs limites d'émission du moteur sont les suivantes :

Composés	Valeurs limites d'émissions (VLE)	
	Jusqu'au 31 décembre 2029	A partir du 1er janvier 2030
SO ₂	52,5 mg/Nm ³	35,5 mg/Nm ³
NOx	176,5 mg/Nm ³	175,75 mg/Nm ³
CO	Néant	397,5 mg/Nm ³
HAP	0,1 mg/Nm ³	
Formaldéhyde	15 mg/Nm ³	
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,0425mg/Nm ³ par métal et 0,085 mg/Nm ³ pour la somme exprimée (Cd + Hg + Tl)	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	0,85 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	
Plomb (Pb) et ses composés	0,85 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	17 mg/Nm ³	

Programme de contrôle

La mesure des rejets atmosphériques est réalisée une fois tous les ans pour les paramètres et polluants suivants : SO₂, NOx, CO, HAP, formaldéhydes, métaux :

- Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés ;
- Somme cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) ;
- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés ;
- Plomb (Pb) et ses composés ;
- Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés.

Un contrôle des rejets atmosphériques sur les paramètres cités ci-dessus est réalisé :

- dans les quatre mois suivant l'arrêté d'enregistrement ;
- dans les quatre mois suivant la mise en œuvre de la combustion de gaz naturel.

L'exploitant réalise une estimation journalière des rejets en SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation.

Les mesures de polluants seront réalisées par un organisme agréé et conformément à l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

Article 1.5.3. Dispositions applicables aux stockages déportés de digestats liquides

Caractéristiques des stockages déportés

Les installations de stockage temporaire des digestats liquides, en dehors du périmètre de l'unité de méthanisation, ont les caractéristiques suivantes :

- citernes souples étanches et fermés en PVC, d'une capacité unitaire de 1 700 m³,
- commune de Lugny-Champagne : 2 citernes sur la parcelle cadastrée Section OA, N° 252.

Mise à disposition des terrains

La société MARNAY ENERGIE conclut un contrat de mise à disposition des terrains d'implantation des installations de stockage avec chaque propriétaire de parcelle concernée.

Le contrat stipule que le personnel de la société MARNAY ENERGIE a libre accès aux terrains, et a la maîtrise de l'exploitation des installations de stockage de digestats.

Gestion des transferts de digestats

La société MARNAY ENERGIE met en place pour chaque installation de stockage une organisation permettant d'enregistrer et de justifier tous les transferts de digestats expédiés depuis l'unité de méthanisation.

Pour chaque transport de digestats, l'exploitant établit une fiche de transfert qui comporte a minima les informations suivantes : date de transfert ; quantité de digestats transférée ; identité de la personne représentant la société MARNAY ENERGIE ; identité de la personne assurant le transport ; émargements.

Pour chaque installation de stockage, toutes les fiches de transferts remplies sont archivées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre peut contenir toute autre information pertinente, à l'initiative de la société MARNAY ENERGIE.

L'exploitant met en place une gestion des mouvements de digestats pour le remplissage des citernes de stockage en provenance de l'unité de méthanisation et de vidange pour épandage.

Il connaît en permanence les quantités réellement présentes dans chaque citerne.

Prévention des risques de pollution accidentelle

Les citernes souples de stockage sont positionnées dans une rétention, équipée d'une membrane étanche et résistante à l'action des produits qui peuvent être épandus.

Le volume de rétention est dimensionné pour pouvoir contenir toute fuite accidentel de digestats. Ce volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.
-

La société MARNAY ENERGIE vérifie périodiquement le bon état et l'étanchéité des citernes souples de stockage et des membranes des rétentions. Une consigne d'exploitation est établie sur ce point, et portée à la connaissance du personnel.

Les vérifications sont consignées dans un registre prévu à cet effet.

La rétention est en permanence vide de tout liquide (digestats, eau de pluie,...).

Les rétentions des citernes souples sont conçues pour permettre l'accès du personnel dans la rétention afin de connecter les tuyaux de remplissage ou de vidange des digestats, et de manoeuvrer les vannes, sans qu'il n'y ait de dégradation de la membrane d'étanchéité lié aux passages répétés.

Si nécessaire, des protections adaptées sont mises en place pour protéger la membrane.

Avant chaque opération de remplissage ou de vidange des digestats, un contrôle visuel du bon état des tuyaux utilisés est réalisé.

La zone où stationnent les tracteurs lors des opérations de remplissage ou de vidange des digestats, est constituée de matériaux stabilisés.

Lors des opérations de remplissage ou de vidange des digestats, un opérateur est présent en permanence pour permettre de stopper immédiatement le pompage en cas de rupture d'un raccord ou d'un tuyau, et limiter l'écoulement accidentel de digestats.

Les opérations de remplissage et de vidange des citernes souples font l'objet d'une consigne d'exploitation affichée au niveau des installations de stockage.

Les personnes amenées à procéder à ces opérations sont formées au préalable.

Prévention des risques d'intrusion et de malveillance

Les installations de stockage sont entourées d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Les portails d'accès sont de même hauteur que la clôture. Ils sont maintenus fermés à clés en dehors de la présence de personnes.

Les vannes de remplissage et de vidange des citernes souples sont équipées d'un dispositif de condamnation.

Prévention des nuisances environnementales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les installations de stockage et les conditions d'exploitation, ne soient pas à l'origine d'émissions d'odeurs dans le voisinage.

Les mesures mises en place portent en particulier sur les opérations de remplissage des citernes ou de vidange des digestats.

Article 1.5.4. Autres prescriptions applicables

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ».

Titre 2. Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Feux et de Lugny-Champagne et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Feux, et Lugny-Champagne pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture du Cher, direction des collectivités locales et de la coordination interministérielle, service de la coordination interministérielle et de l'appui territorial, bureau des ICPE, place Marcel Plaisant – CS 60 022 – 18 020 Bourges cedex ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R. 512-46-11 du code de l'environnement ;
- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.3. Voies et délais de recours

La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher - Place Marcel Plaisant - CS 60022 - Bourges cedex,
- Le recours hiérarchique est adressé à monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroi Nord – 92055 La défense cedex.

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1. Conformément à l'article R. 311.6 du code de justice administrative, le délai de recours contentieux est de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté et n'est pas abrogé par l'exercice d'un recours administratif.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Article 2.4. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les maires de Feux et Lugny-Champagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Carl ACCETONE